



Résumé du Président Réunion plénière, Paris, 25-27 février 2009

27 février 2009

Le GAFI a pris cette semaine d'importantes nouvelles mesures pour protéger le système financier international contre une utilisation abusive en décidant de :

- Publier une déclaration publique appelant ses membres et recommandant avec insistance à tous les États d'appliquer des contre-mesures efficaces afin de protéger leur secteur financier des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme émanant de l'Iran. Le GAFI a également mis à jour sa précédente déclaration sur les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme émanant de l'Ouzbékistan, du Turkménistan, du Pakistan et de Sao Tomé-et-Principe.
- Adopter une évaluation approfondie du système de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme de l'**Afrique du sud**.
- Publier une étude détaillée des fragilités en termes de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme des **casinos** et du **secteur des jeux**.
- D'analyser l'impact de la **crise financière et économique mondiale** sur les efforts menés dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Questions de coopération internationale

Le 25 février 2009, le GAFI a publié la déclaration suivante:

IRAN

Le GAFI accueille favorablement l'engagement initial en matière de blanchiment de capitaux pris par l'Iran auprès de la communauté internationale. Le GAFI reste cependant préoccupé du fait que l'Iran n'a pas traité significativement les défaillances constantes et substantielles de son régime de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Le GAFI est particulièrement inquiet de l'incapacité de l'Iran à faire face au risque de financement du terrorisme, et de la grave menace que cela constitue pour l'intégrité du système financier international. Le GAFI appelle avec insistance l'Iran à remédier immédiatement et significativement à ses défaillances en matière de LBC/FT, en particulier en incriminant le financement du terrorisme et en mettant efficacement en œuvre les obligations de déclaration des opérations suspectes (DOS).

Le GAFI réaffirme l'appel fait à ses membres, et conseille vivement à tous les pays de conseiller à leurs institutions financières de considérer avec une attention particulière les relations d'affaires et opérations avec l'Iran, y compris les sociétés et les institutions financières. Outre cette surveillance renforcée, le GAFI appelle ses membres, et recommande vivement à tous les pays d'appliquer des contre-mesures efficaces afin de protéger leur secteur financier des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (BC/FT) émanant de l'Iran. Les pays devraient également se protéger contre l'utilisation des relations de correspondance afin de contourner ou éviter les contre-mesures et les pratiques de réduction des

risques, et de prendre en considération les risques de BC/FT lors de l'examen des demandes faites par banques iraniennes d'ouvrir sur leur territoire des succursales et des filiales.

Le GAFI reste disposé à s'engager directement auprès de l'Iran afin de l'aider à remédier à ses défaillances en matière de BC/FT, notamment via le Secrétariat du GAFI.

OUZBÉKISTAN

Le GAFI accueille favorablement le processus entrepris par l'Ouzbékistan consistant à adopter dans des délais déterminés des mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Néanmoins, les mesures concrètes adoptées pour faire face aux défaillances n'ayant pas encore été mises en œuvre, le GAFI réitère sa déclaration du 16 octobre 2008, par laquelle il invitait ses membres et appelait avec insistance tous les États à renforcer leurs mesures préventives afin de protéger leur secteur financier des risques de blanchiment de capitaux et de financement émanant de l'Ouzbékistan.

TURKMÉNISTAN

En dépit du dialogue prolongé avec le GAFI et d'autres institutions internationales, le Turkménistan n'a toujours pas fait de progrès dans l'adoption d'une législation de lutte contre le blanchiment de capitaux. Les institutions financières doivent rester conscientes du fait que l'absence au Turkménistan d'un régime de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme constitue une vulnérabilité du système financier international et devraient prendre les mesures appropriées afin de faire face à ce risque. Il est vivement conseillé au Turkménistan d'adopter sans délai un régime complet de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme conforme aux standards internationaux. Pour cela, il est recommandé au Turkménistan de continuer à travailler en collaboration avec le Groupe Eurasie et le Fonds Monétaire International.

PAKISTAN

Le GAFI réaffirme sa déclaration publique du 28 février 2008 relative aux risques posés par le Pakistan en termes de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Le GAFI accueille favorablement le processus entrepris par le Pakistan visant à améliorer son régime de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le GAFI encourage le Pakistan à continuer de coopérer pleinement avec la Banque Mondiale et le Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de capitaux (GAP) dans le cadre de son évaluation mutuelle.

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

Le GAFI accueille favorablement les récentes démarches entreprises par Sao Tomé et Príncipe pour faire face aux défaillances identifiées en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, en particulier en adoptant en novembre 2008 une loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux. Le GAFI recommande vivement à Sao Tomé et Príncipe de faire face aux défaillances résiduelles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et plus particulièrement dans ce dernier domaine.

Afrique du sud : évaluation de l'action contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Le GAFI a discuté et adopté le report d'évaluation mutuelle de l'Afrique du sud, qui évalue sa conformité avec les standards internationaux de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, les *40+9 Recommandations*. Un résumé de cette évaluation

détaillée sera bientôt disponible sur le site internet du GAFI¹, le rapport sera publié dans son intégralité dans les semaines à venir.

Les fragilités en termes de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme des casinos et du secteur des jeux

Le Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de capitaux (GAP) et le GAFI ont achevé un rapport détaillé sur les *Fragilités en termes de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme des casinos et du secteur des jeux*. Le rapport analyse et fournit, à titre d'illustration, des exemples des fragilités et des questions émergentes relatives à ce secteur, avec une attention particulière portée aux opérations de jeu légales ayant une présence physique.

Le rapport conclut qu'il existe, tant au niveau régional qu'international, des fragilités dans le secteur des jeux et des casinos, ce qui fournit des occasions au blanchiment de capitaux et autres crimes financier de prospérer. Afin d'assister les États et les professionnels des jeux à faire face à ces questions, le rapport comprend des indicateurs de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme spécifiques à ce secteur et met l'accent sur les possibles conséquences que cela pourrait avoir sur les politiques, notamment la mise en œuvre efficace des normes du GAFI relatives au secteur des jeux et des casinos.

Ce rapport sera publié sur les sites internet du GAFI et du GAP² dans les semaines à venir.

L'impact de la crise financière et économique mondiale en termes de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme

Le GAFI a décidé, sur proposition des Pays-Bas, d'analyser l'impact de la crise financière et économique mondiale en termes de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Cette initiative permettra au GAFI de faire le point sur les conséquences de la crise financière et économique pour le GAFI et d'identifier les questions qui devront être analysées et discutées en profondeur.

L'analyse du GAFI examinera également le rôle des mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les solutions nationales et mondiales apportées à la crise.

De plus, le GAFI poursuivra l'étude des mesures prises par les États afin de réduire les conséquences de la crise, car de telles mesures ne doivent pas entamer les contrôles réalisés pour lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Antonio Gustavo Rodrigues
Président du Groupe d'action financière

¹ www.fatf-gafi.org

² www.apgml.org

Notes :

1. Pour plus d'informations, les journalistes sont invités à contacter Helen Fisher, OCDE Relations avec les Médias, (tél. : +33 1 45 24 80 97 ou helen.fisher@oecd.org) ou le Secrétariat du GAFI, 2, rue André Pascal, 75775 Paris Cedex 16 (tél. : +33 1 45 24 90 90, fax : +33 1 44 30 61 37, courriel : contact@fatf-gafi.org).

2. Le GAFI est un organisme intergouvernemental dont le but est de développer et de promouvoir des politiques, tant nationales qu'internationales, visant à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le Secrétariat du GAFI est situé au siège de l'OCDE.

3. Les 34 membres du GAFI sont : l'Afrique du Sud ; l'Allemagne ; l'Argentine ; l'Australie ; l'Autriche ; la Belgique ; le Brésil ; le Canada ; la Chine ; la Commission européenne ; le Conseil de coopération du Golfe ; le Danemark ; l'Espagne ; les États-Unis ; la Fédération de Russie ; la Finlande ; la France ; la Grèce ; Hong-Kong, Chine ; l'Irlande ; l'Islande ; l'Italie ; le Japon ; le Luxembourg ; le Mexique ; la Norvège ; la Nouvelle-Zélande ; le Portugal ; le Royaume des Pays-Bas ; le Royaume-Uni ; Singapour ; la Suède ; la Suisse et la Turquie.

4. L'Inde et la République de Corée ont le statut d'observateur. Le Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de capitaux (GAP)¹, le Groupe d'action financière des Caraïbes (CFATF)², le Groupe d'action financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord (GAFIMOAN)³, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux en Amérique du sud (GAFISUD)⁴, le Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme du Conseil de l'Europe (MONEYVAL)⁵ sont membres associés.

5. Le réseau international destiné à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme comprend également trois autres organismes régionaux : le Groupe Eurasie de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (EAG)⁶, le Groupe anti-blanchiment d'Afrique orientale et australe (GABAOA)⁷ ; et le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment en Afrique de l'ouest (GIABA)⁸. Le groupe des organismes de supervision bancaire off-shore (GOSBO)⁹ fait également partie de ce réseau.

¹ www.apgml.org

² www.cfatf.org

³ www.menafatf.org

⁴ www.gafisud.org

⁵ www.coe.int/moneyval

⁶ www.eurasiangroup.org

⁷ www.esaamlg.org

⁸ www.giaba.org

⁹ www.ogbs.net